

## The first Stakeholder Workshop on EU Action on Large Carnivores

La Direction générale de l'Environnement de la Commission européenne organisait ce vendredi 25 janvier un "Stakeholder Workshop", une "réunion de travail des parties prenantes", bref une rencontre des acteurs de la "Conservation et la gestion des grands carnivores dans l'union européenne".



The Stakeholder Workshop on EU Action on Large Carnivores  
*par Baudouin de Menten, Pays de l'Ours-ADET*

Pia Bucella, Directrice Nature, Biodiversité & Utilisation des Sols de la DG de l'Environnement de la Commission européenne, annonçait d'entrée de jeu que l'objectif de la Commission était de profiter de cette journée pour laisser la parole à tout le monde et entendre tous les acteurs.

Durant la matinée, plusieurs courts exposés ont permis de "*poser le cadre*".

### Quelques exposés introductifs

**Luigi Boitani**, Directeur de l'Institut d'Ecologie Appliquée de Rome a dressé la situation actuelle des populations de grands carnivores dans les différents pays de la Communauté européenne, précisant si les populations étaient stables, en progression ou en régression. Pour la Commission : "*dans la coexistence entre les hommes et les prédateurs, personne ne devait avoir un avantage.*"

**Angelo Salsi**, chef de l'Unité LIFE-Nature à la DG Environnement a présenté la contribution des programmes LIFE et LIFE+ à la conservation des grands carnivores en Europe en expliquant que le monitoring des résultats de ces programmes continuait 20 ans après la fin de certains programmes. Il a précisé que les pays qui continuaient à communiquer sur les résultats, comme la Slovaquie, obtenaient de meilleurs résultats en terme d'acceptation sociale. Angelo Salsi a également dénoncé le fait que les médias et la politique locale pouvaient "*casser*" les projets Grands Carnivores et que ceux-ci devaient résister à ces deux types de pressions qui nuisaient à la perception des espèces à l'échelle locale.

Les trois exposés suivants ont permis de brosser la situation du point de vue de trois catégories d'acteurs: les agriculteurs/éleveurs, les chasseurs et les organisations environnementales non gouvernementales.

**Tapio Juhani Rintale** élève 300 brebis en Finlande avec un chien..., un border collie. Depuis 2010 et les premières attaques de loups, il a dressé 3 km de clôtures électriques et rentre ses brebis et agneaux tous les soirs. Avec les éleveurs voisins, ils commencent à utiliser des "*chiens dressés contre les loups*" pour protéger les troupeaux et les cours de fermes, parce que les prédateurs s'approchent et essaient d'entrer dans les bergeries. Les habitants ont peur, le ramassage scolaire s'organise. Les loups originaires de Sibérie sont parfois braconnés (un braconnier touche une prime variant de 100 à 10.000 € sous le manteau, mais risque une sanction de 4 ans de prison). Le loup "*menace leurs habitudes*". Il désire contraindre les loups "*à rester en forêt*".

**Yves Lecocq** de la Fédération européenne des associations de chasseurs (FACE) a rappelé le rôle "*incontournable*" des chasseurs qui influencent, sont influencés et ont un intérêt pour les grands carnivores (GC). Il a expliqué que les chasseurs "*respectaient les règlements*" et pouvaient "*éliminer les problèmes*" pour "*procurer un sentiment de sécurité*".

Pour la FACE, l'augmentation des populations de grands carnivores est une "*ressource*" pour leur "*loisir*", procurant de nouvelles rentrées économiques et permettant de lutter contre le braconnage.

**Luis Suarez** du WWF en Espagne s'est réjoui de cette journée qui permet, selon lui, "*de rencontrer les fonctionnaires de l'Europe dans un contexte non conflictuel puisque d'habitude, il s'oppose à la Commission*". Pour lui, "*le retour des prédateurs pose problème là où on a oublié comment on cohabitait avec eux. Les populations augmentent parce qu'ils sont protégés, parce que le nombre d'agriculteurs diminue et à cause de l'exode rural. Les GC représentent un problème colatéral, pas un problème crucial. Protéger les GC permet de protéger les territoires, les écosystèmes et les habitats. Ils ne représentent pas un obstacle pour se rendre à la campagne et génèrent par leur attractivité de nouveaux revenus pour les ruraux. L'élimination n'est pas la solution. Les agriculteurs doivent s'adapter, revenir à des pratiques extensives. les politiques doivent s'orienter vers plus de subventions pour la prévention et accorder plus d'attention aux dommages indirects.*" Il a cité l'exemple de la [Casa grande de Xanceda](#) qui utilise l'image du loup pour promouvoir ses produits bio.

**John Linnell** de l'Institut Norvégien pour la recherche sur la Nature et de la [LCIE](#) a clôturé la partie académique de la journée. Il a insisté sur le développement de scénarii pour une coexistence durable entre les grands carnivores et les hommes, nous invitant à identifier les points d'accords comme la cohabitation. "*Il ne faut pas regarder le passé mais travailler à un avenir meilleur en tenant compte des contraintes qu'on ne peut éliminer*".

Il a expliqué que le reste de la journée, les participants allaient être divisés en quatre groupe, chaque groupe travaillant sur les mêmes questions. Chaque participant était invité à :

- donner sa vision d'un avenir idéal, dans 20 ans,
- établir la liste des barrières et obstacles à la cohabitation,
- proposer des solutions pour dépasser ces obstacles.

En parallèle avec ces travaux de groupes, certains participants seraient invités à répondre à un sondage d'opinion sur ordinaire.

## **Premières impressions**

Cette journée était organisée "sur invitation". J'y ai été invité en temps que citoyen blogueur (mais aussi administrateur de l'ADET). Je ne sais pas qui a sélectionné les participants et selon quels critères. Toujours est-il que les chasseurs et les éleveurs m'ont semblé sur-représentés par rapport aux défenseurs de l'environnement. Peut-être étaient-ils simplement

mieux informés ou plus motivés pour participer, mais cette première réunion n'était pas décisive.

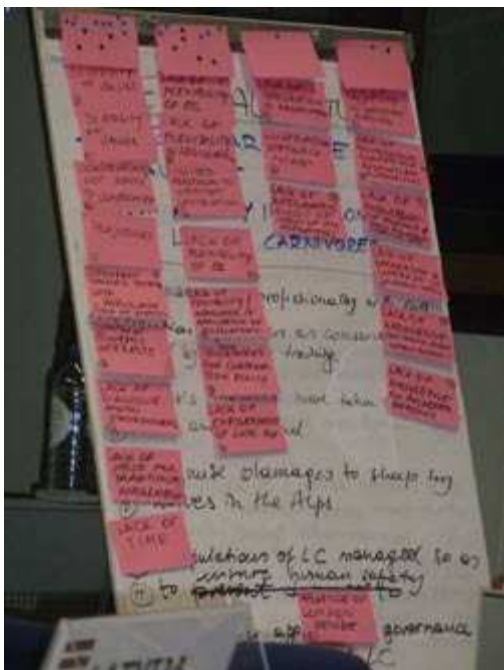


Bruno-Besche Commenge et Laurent Garde

J'ai été surpris d'y voir [Bruno Besche-Commenge](#), qui n'était pas dans la liste prévue des invités. Il est arrivé bras-dessus bras-dessous avec [Laurent Garde](#) du [CERPAM](#) (qui l'a sans doute invité à se joindre à lui) et avec [Frank Dieny](#) de la Fédération Nationale Ovine.

Le CERPAM devient-il officiellement (car il l'a toujours été!) une des "ressources stratégiques" (et subventionnée) de l'ADDIP : "Les travaux du CERPAM sont réalisés grâce au concours financier du Conseil Régional et des Conseils Généraux de la Région PACA, de l'Etat et de l'Union Européenne" lit-on sur le site du CERPAM. (Lire au sujet du "tuyautage" de l'ASPAP par le CERPAM : [Marie Lise Broueilh : la jument de Troie pastorale](#)).

## Travaux de groupes



Dans mon groupe de plus ou moins 20 personnes, les contacts étaient riches et intéressants, il n'y a eu ni polémique ni prise de bec. Ailleurs, les éleveurs français ne sont, paraît-il, pas passés inaperçus : plus virulents et moins polyglotes. Je ne rapporte donc que des discussions de mon groupe.

Les participants du groupe souhaitaient :

- "que les acteurs quittent le registre de l'émotion pour plus de pragmatisme et de compromis,

- *qu'ils fassent mieux la différence entre les risques réels et les risques perçus,*
- *que des corridors biologique et des passages pour la faune soient installés sur le terrain pour éviter l'isolement des populations,*
- *plus de volonté politique...*", mais chacun souhaitant une politique qui va dans son sens personnel!

Plusieurs journalistes issus de pays "*sans prédateurs*" (Belgique, Pays-Bas, Danemark) étaient là pour préparer les futurs retours et profiter de l'expérience des autres pays : "*La jonction des populations italiennes et polonaises de loups pourrait se réaliser quelque part en Allemagne, aux Pays-bas ou en Belgique*".

Tous les acteurs se sont exprimés l'un après l'autre et réagissaient aux différents propos. En cas de besoin, on traduisait ce que voulaient dire les non anglophones.

Personnellement, j'ai relevé plusieurs barrières à la cohabitation et à la conservation:

- la méconnaissance par les acteurs des différentes visions des rapports homme/nature, tous les acteurs ayant de bonnes raisons de prendre position,
- la sur-représentation et la vue à court terme des politiciens locaux et leur soumission aux lobbys "ruraux",
- la résistance aux changements et le manque d'anticipation,
- les effets pervers des politiques des subsides et du remboursement imparfait des dommages.
- l'Etat français ne prend en compte la population d'ours dans les Pyrénées que sous son aspect quantitatif et non qualitatif (la consanguinité est niée),
- l'Etat français, en niant l'existence de deux noyaux, et en acceptant, par son inaction, l'extinction du noyau béarnais, s'appête à restreindre l'habitat de l'ours de 40%.
- le non remplacement des ours tués pour des causes anthropiques (parôle donnée),
- l'impunité des braconniers et de ceux qui appellent à la destruction des espèces protégées.

### **Des postures classiques**

Un éleveur finlandais a demandé une réduction des populations de GC et plus de "*flexibilité*" de la CE envers les autorités locales "*qui savent faire*".

Il m'a semblé tout au long de la journée que quand une réglementation dérangeait, les demandes non politiquement correctes pour la contourner se sont transformées en demandes pour "*plus de flexibilité*". Est-ce l'effet NIMBY ? Pas de réglementation européenne dans mon jardin, mais des subsides, oui...

### **Des prises de positions plus originales**





## *Le glouton ou Carcajou (Gulo gulo)*

**Harri Valdmann**, représentant des chasseurs estoniens demande **la réintroduction du glouton** ou Carcajou (*Gulo gulo*) dans son pays, et un meilleur équilibre entre grands prédateurs et populations d'ongulés sauvages en surnombre. Les chasseurs pouvant par la suite maintenir cet équilibre entre ongulés et prédateurs. J'ai pensé à [Jean-Luc Fernandez](#) en Ariège...

Un chasseur slovène désire maintenir la population d'ours au stade actuel, précisant que les ours *"n'effraient pas la population habituée à vivre près des prédateurs"*. *"Quand la chasse est raisonnable, pratiquée sur des bases scientifiques, elle participe à la conservation de la nature et n'influence pas la viabilité des espèces"*.

**Alin Bogdan Buzescu**, un forestier roumain, a expliqué que les petits agriculteurs roumains sont très attachés aux forêts qu'ils possèdent, à leur côté *"primaire"*. Ils luttent contre la chasse *"aux trophées"*, continuent à sensibiliser les habitants à la faune sauvage et souhaitent protéger la richesse de la faune dans leur pays.

Un éleveur bulgare a regretté que les éleveurs de son pays ont *"perdu l'habitude de vivre avec les grands prédateurs"*. Lui utilise plusieurs chiens de protection.

Un membre du Ministère finlandais de l'Environnement a expliqué *"l'explosion du tourisme lié aux grands prédateurs"* et que *"la cohabitation est sous contrôle"*.

**Huber Djuro**, un passionnant vétérinaire croate, plein de charisme, à la tête du *"Large Carnivore research project"* a souhaité que les hommes apprennent à vivre avec les grands prédateurs. *"Les coûts sont faibles là où les hommes savent comment se protéger"*. Il compare la situation de son pays *"où des centaines d'ours sont acceptés et font peu de dommages"* à celle de la Suisse ou de l'Allemagne où *"la présence d'un seul ours est vécue comme excessive par une population qui n'est plus habituée à cohabiter"*. Il faut apprendre à vivre avec les grands prédateurs. Dans son pays, *"la chasse commerciale à pour conséquence une énorme rentrée de devises, ce qui augmente encore l'acceptation sociale"*.

Un chasseur allemand a expliqué *"qu'il n'y a pas de différence au niveau des populations de gibiers entre les zones où il y a des prédateurs et celles où il n'y en a pas"* (encore).

## **Scéance plénière de clôture**

**Pia Bucella** qui a présidé la journée se réjouit de *"l'ambiance de travail"*, de *"l'ouverture d'esprit"* des participants, que **la cohabitation soit acceptée par tous** et que le travail s'oriente maintenant sur des solutions pour favoriser cette cohabitation. (A ce moment, certains participants français se figent sur leurs chaises...)

Un éleveur autrichien dit *"ne pas se satisfaire des obligations européennes"* (ça approuve du chef du côté des figés). *"Il faut prendre des mesures de protection des troupeaux servant l'agriculture"*... (ça se fige à nouveau).

Un scientifique croate demande *"de ne pas appliquer les mêmes règles partout"*. Les annexes doivent être *"plus flexibles"* (ça opine du chef). Il faut *"que la commission envisage de travailler au niveau des populations locales de grands carnivores et pas uniquement des espèces. Ce n'est pas au pays "propriétaire" d'un dernier noyau d'assurer la protection d'une espèce pour tous"*, (ça se fige à nouveau).

Un représentant de la confédération des paysans roumains demande à ce que la commission

*"identifie les vrais problèmes de l'agriculture" et "continue de protéger la planète".*

Une représentante d'une ONG environnementale polonaise insiste sur le fait que *"la gestion doit se faire au niveau des populations et pas des pays"*. (Voir la [déclaration](#) de Laurent Roy, Directeur de la biodiversité en France: *"jamais la directive Habitat n'a dit que nous devons penser la population locale en termes de sous-noyaux géographiques. La France considère le massif pyrénéen dans son ensemble, de l'Andorre jusqu'à l'Espagne"*). Elle explique que la population de loup dans les zones Natura 2000 à la frontière entre la Pologne et la Slovaquie se dégrade à cause de la chasse du côté slovaque.

**Eladio Fernandez-Galiano** de la Direction des initiatives démocratiques, ex directeur de la Convention de Berne rappelle que *"tous les acteurs ont de bonnes raisons et doivent accepter que les autres aussi, ont de bonnes raisons"*. **Tout le monde prône la coexistence qui est partagée par tous et fait partie du pot commun.** Mais *"les situations sont variables et exigent de la flexibilité"*. *"L'argent n'est pas la solution, il faut tenir compte des aspects sociaux, identitaires."* (ça approuve à nouveau). Il faut absolument que la commission continue ce type de rencontres et que cela s'organise aussi au niveau local.

**Guillaume Chapron**, scientifique français travaillant en Suède (LCIE) dénonce *"la sous représentation des associations environnementalistes, notamment françaises et suédoises"*. Il ajoute que la Commission doit rappeler que *"les populations de prédateurs sont là et doivent continuer à être protégées. Qu'il y a lieu de faire des réintroductions là où les populations sont fragiles et non viables et que la flexibilité risque d'avoir des effets négatifs sur la viabilité des populations: les lois doivent être appliquées et non contournées par une flexibilité illégale."*

Un chasseur hollandais souligne qu'ils préparent aux Pays-Bas *"un plan de gestion avant le retour définitif du loup"*.

**Frank Diény** de la Fédération Nationale Ovine en France dit *"qu'il faut continuer à consulter les gens des territoires"*, qu'on est *"dans l'urgence"* et que *"les prélèvements doivent être efficaces"*, que *"les éleveurs ne sont pas des cobayes et qu'ils craignent pour leur avenir"*. Le nouveau plan loup doit être *"plus ambitieux"* sur la gestion de la population et que *"les moyens de protection sont insuffisants"*.

Un représentant des propriétaires terriens suédois demande à ce que la Commission poursuive l'organisation de ce type de réunion et qu'on en organise localement en insistant sur *"l'importance des accords locaux"*, (ça approuve à nouveau à la table ADDIP/CERPAM/FNO).

Une militante polonaise d'une association de défense des loups intervient pour rappeler l'importance de la protection des habitats et ajoute que *"Nous sommes tous responsables, même si originaires de différents pays. Tous les pays doivent assumer leurs responsabilités, même s'il y a d'autres populations plus importantes ailleurs. Chacun doit gérer ses populations de grands prédateurs comme si elles étaient les dernières. Il faut mettre l'accent sur les populations de grands carnivores locales et pas nationales."*

Un chasseur slovaque estime que les Carpates sont *"saturées de grands prédateurs"*, que la capacité d'absorption est *"dépassée"* et que s'il y a trop peu de loups en Pologne, *"c'est à cause du braconnage en zone Natura 2000"*. Il ajoute que *"les loups respectent les humains quand ils sont chassés alors que les ours n'ont aucun respect de l'homme parce qu'ils ne sont pas chassés"*. (A la table française, pays de la [lupotechnie](#), on approuve...)

Un chasseur suédois demande... *"plus de flexibilité"*, encore une fois. *"L'ingérence"*

*communautaire est une catastrophe, il faut faire confiance aux états membres." Pour lui "l'application de la directive Habitat n'est pas l'objectif". Cette réunion représente "un bel effort de la CE".*

**Ludwig Börger**, représentant du ministère fédéral allemand de l'environnement ajoute que les loups vont s'installer dans toute l'Allemagne. "*Une gestion responsable des loups ne peut se faire que sur des bases scientifiques en tenant compte des statistiques de population, pas en prenant des mesures sous le coup des pressions ou des émotions provoquées par le retour du loup dans des zones où la population n'y est pas préparée*". Il faut continuer à expliquer à la population les objectifs des directives et "*la coopération doit se faire au niveau international, en tenant compte des populations à cheval sur plusieurs frontières*". Pour lui, les éleveurs se trouvent confrontés à des changements de pratiques. On en peut plus "*envoyer les troupeaux seuls dans la nature, cela ne fonctionnera pas comme cela*", (ça se fige à nouveau...)

Il a également parlé "*d'indemnisation inversée*", mais j'avoue ne pas avoir compris de quoi il parlait. Si quelqu'un a des infos supplémentaires sur ce que cela signifie ...

Une éleveuse de rennes en Laponie explique que la chasse au rennes est "*une tradition locale*", que la recherche de solutions doit impliquer les acteurs locaux.

Un environnementaliste bulgare explique que "*la chasse aux loups se pratique depuis toujours en Bulgarie mais que cela n'a jamais résolu le problème des éleveurs*". "*Tous les éleveurs ont dû trouver des moyens de protections adéquats à leurs situations individuelles. La prévention est la meilleure des solutions et elle nécessite dialogue et partage d'expériences*".

Un éleveur de rennes suédois demande à accélérer les processus, "*il ne faut plus attendre 20 ans*".

Et enfin, un agriculteur bulgare termine les interventions des acteurs en expliquant que la protection des grands carnivores est liée à la protection des modes de vie et des traditions dans les régions. Les différentes manières de cohabiter au niveau local sont les éléments clés de la protection des GC. "*Les populations rurales doivent transmettre les moyens de protection des troupeaux des troupeaux qu'elles utilisent, et faire l'élevage des chiens de protection qui sont pour lui le moyen le plus efficace*". "*Protéger les grands carnivores; c'est protéger le plus grand d'entre-eux, l'homme*".

**Pia Bucella** a alors clôturé la journée, non sans s'engager à "*poursuivre le dialogue*" et en insistant sur l'importance de le poursuivre également au niveau local. La Commission va continuer ses réflexions en interne pour voir comment "*poursuivre le processus de concertation*" qui était maintenant engagé pour améliorer la situation des hommes et des grands prédateurs.

|

## Commentaires

1

christb64 a dit...

Beau travail de la Buvette ! Merci beaucoup pour ce compte rendu détaillé .

Pour ce qui est de l'ours dans les Pyrénées il va falloir que la Commission se dépêche de prendre des mesures !

Après avoir été victime du poison et des braconniers, de la gestion de l'Iphb , des plombs, des

pièges, de la route et de la sécheresse la France et son excellent expert en biodiversité, M. L. Roy ( il gagne à être connu ! ), ont trouvé une solution intelligente et hautement scientifique pour le prochain plan de sauvegarde du plantigrade : l'endogamie, la dégénérescence biologique et la réduction du territoire !

J'espère que la Commission Européenne appréciera à sa juste valeur l'élan de générosité et de sincérité de la France pour sauver sa petite vingtaine de plantigrades !...

Pour mémoire , même si on peut débattre du chiffre , les Espagnols ont considéré dans les Cantabriques-Asturies que le seuil de viabilité de la population débutait à partir de 125 individus .

Avec le programme de M. Roy c'est mal parti! Nous allons tout droit vers l'ère des tares , des déséquilibres immunitaires et des déficiences diverses . Ce petit noyau sera incapable de le supporter et de s'en relever . ( On comprend l'insistance des anti ours en ce sens ! )

Une question que je me pose par ailleurs : le FIEP était-il présent à cette réunion de travail pour répondre à la présence de M. Besche Commenge ? Car cette Association aurait eu toute sa place pour apporter un témoignage précis de cohabitation apaisée entre l'ours et le berger en Béarn à travers le programme PeDescaous ...

Si le FIEP n'était pas à cette réunion de travail pourquoi donc n'y a t-il aucune mise à jour de son site pour annoncer le futur lâcher d'une ourse en Béarn ?

Le webmestre est-il malade, en voyage, ( ce qui serait une excuse )?

J'espère que le Fiep va très vite s'exprimer et prendre toute sa place dans la stratégie actuelle en particulier en envoyant au Gouvernement une prise de position signée en faveur de ce lâcher de la part de tous les adhérents du programme PeDescaous . Et ainsi prouver à Me Batho et à M. Roy qu'en Béarn la cohabitation n'est pas un vain mot et que l'ours et le berger peuvent vivre ensemble , autour d'un label éthique d'excellence .

Et si certains peuvent le faire , on ne voit pas pourquoi d'autres n'en ferait pas l'effort dans l'intérêt d'un patrimoine naturel préservé .

[Répondre 27 janvier 2013 à 18:35](#)

2

[Papours](#) a dit...

Laurent Garde éait déjà intervenu contre l'ours lors des Pastoralies 2010, c'était déjà "bras-dessus, bras-dessous" avec les anti-ours les plus extrêmes...

Pour moi, tant Laurant Garde que le CERPAM ne sont plus que des éléments parmi d'autres du lobby ultrapastoral.

[Répondre 27 janvier 2013 à 22:55](#)

3

[christb64](#) a dit...

Je voudrais rajouter sur le même sujet, et peut-être que quelqu'un d'autorisé, ( Association, naturaliste, biologiste ou autre ), pourrait le leur rappeler tant la situation dans les Pyrénées n'est pas la même qu'ailleurs en Europe ... Ce serait bien si le Gouvernement Français, Me Batho en tant qu'adepte des approches systémiques, et M. Roy en tant que Directeur de la biodiversité , faisaient comme si l'ours , avait été classé par l'UICN dans la liste rouge des mammifères en grand danger d'extinction en France ... Juste comme si !...

Ce seraient bien qu'ils fassent comme si, et pas semblant avec les mêmes hypocrisies habituelles ! Qu'ils arrêtent un peu de nous prendre pour des cons , en parlant poliment .



Car c'est bien la réalité, le plantigrade en France continue à être dans la liste rouge de l'UICN et partant de là, le Ministère de l' Ecologie pourrait avoir une autre vision de l'approche systémique et de la réalité de la présence de l'ours en tant qu'espèce parapluie ... Ce serait quand même plus cohérent et crédible que la farce à laquelle nous prépare ce M. Roy qui je l'espère n'est pas tout à fait un incompetent ... Bien qu'à proposer l'endogamie, la dégénérescence biologique et la réduction du territoire comme plan de sauvegarde , on peut se le demander !

Cette histoire de présence de l'ours sur la liste rouge de l'UICN normalement, je dis bien normalement et avec un peu de bon sens ça devrait sauter au yeux d'un Directeur, défenseur de la biodiversité , sincère et honnête qui ne cherche pas à exonérer lâchement la France de ses engagements internationaux en matière de sauvegarde du vivant ... Non ?

Espérons que , comme une vérité ou une évidence, ça sautera aux yeux de la Commission Européenne plus que la poudre d'escampette juridique que s'apprête pour l'aveugler à lui balancer Mr Roy . Directeur de la biodiversité ... Roy, Royal , mais pas loyal !

De plus une Consultation publique a déjà eu lieu en Béarn, et le précédent Gouvernement avait déjà engagé la parole de la France et promis le lâcher d'une ourse en Béarn ... Ce Gouvernement va t-il lui aussi , comme le précédent, renier malhonnêtement et sans scrupules la parole de la France et se discréditer ? J'espère que non !

Peut-être que les Ecologistes au Gouvernement qui normalement devraient s'y connaître en matière de biodiversité, s'ils servent encore à quelque chose dans la préservation de l'environnement naturel pourraient intervenir favorablement sur le sujet ? Non ?

[Répondre 27 janvier 2013 à 23:42](#)

4

MonsieurG a dit...

On voit bien que même à cette échelle on parle de gestion locale, où l'on considère que l'Europe est une intruse, car elle rappelle des règles que certains aimeraient voir plus "flexibles" .....pour de FAIT encore une fois, faire ce qu'ils veulent.

On a vu avec l'IPHB ce que ça a donné: aucun contrôle, du pognon sans contre partie DE FAIT malgré les beaux discours, pas d'évaluations indépendante = un échec TOTAL!

Certains scientifiques un peu naïfs, à mon avis, devraient comprendre que la bonne volonté et l'honnêteté ne guident pas le monde, et même si il n'est pas idiot de parler de populations locales certains n'y voient qu'une occasion de déroger encore une fois DE FAIT à la règle et d'assurer rien d'autres que leurs subventions.

Source : La Buvette des alpages, capté le 27 janvier 2013

<http://www.buvettedesalpages.be/2013/01/stakeholder-workshop-on-eu-action-on-large-carnivores.html>